



La liquidation des actions reprend à Wall Street alors que le Dow est en proie au marché baissier

Par [Nick Beams](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2020

[wsws.org](#) 12 mars 2020

Alors que la propagation du coronavirus continue, l'indice Dow Jones de Wall Street a baissé mercredi de 1465 points, 5,9 pour cent, le poussant en zone de marché baissier, après avoir chuté de plus de 20 pour cent par rapport à son niveau record du 12 février.

La période du marché en hausse constante qui a commencé en mars 2009 est terminée.

Les marchés devraient chuter encore plus aujourd'hui [jeudi] après le virulent discours nationaliste du président américain Trump devant le pays mercredi soir. Il a qualifié le coronavirus de «virus étranger» émanant de Chine et a tenu l'inaction de l'Europe responsable des «germes» d'épidémies aux États-Unis.

La principale mesure annoncée dans le discours, qui ne prévoyait aucune nouvelle initiative sanitaire aux États-Unis, était d'imposer une interdiction de voyager de 30 jours à l'Europe.



L'opérateur de marché

Michael Gallucci dans la salle des transactions de la bourse de New York, le mercredi 11 mars 2020. (AP Photo/Richard Drew)

Les effets économiques de ces mesures sont insondables et les marchés ont immédiatement réagi en chutant fortement en Asie et en Australie. Les indices des contrats à terme pour les États-Unis ont également chuté.

Le moteur de la chute de mercredi, après une reprise mardi, a été l'aggravation de la crise mondiale du coronavirus.

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie de virus était une pandémie, affirmant qu'elle était «profondément préoccupée» par sa «propagation et sa gravité» et mentionnant «des niveaux alarmants d'inaction».

Indiquant la gravité de la situation en Europe, la chancelière allemande Angela Merkel a déclaré mercredi lors d'une conférence de presse à Berlin que 60 à 70 pour cent de la population «sera infectée».

Aux États-Unis, NBC News, citant deux sources, a rapporté que le Dr Brian Monahan, médecin traitant du Congrès et de la Cour suprême, a déclaré lors d'une réunion à huis clos du personnel du Sénat que 70 à 150 millions de personnes aux États-Unis pourraient être infectées.

Un autre facteur clé dans la reprise des ventes sur le marché boursier a été la nouvelle que, dans le cadre de sa guerre des prix du pétrole, lancée le week-end dernier, le ministère saoudien du pétrole avait ordonné une augmentation de la production de 12 millions de barils par jour à 13 millions.

Cela a fait chuter les prix du pétrole après une brève reprise après la chute de 25 pour cent au début de cette semaine.

Trois grands pays producteurs de pétrole, l'Algérie, l'Irak et les Émirats arabes unis, seraient en train d'entreprendre des pourparlers pour trouver un moyen de mettre un terme au conflit du marché. Les prix du pétrole ont chuté à 35 dollars le baril et les prévisions indiquent qu'ils pourraient encore baisser.

Ces pays ainsi que d'autres pays producteurs de pétrole sont confrontés à une crise dans leurs budgets publics en raison de la récession. Selon le Fonds monétaire international, les trois pays qui exigent des pourparlers auraient besoin de prix du pétrole de 92 \$, 59 \$ et 68 \$ le baril respectivement pour équilibrer leurs budgets.

Fatih Birol, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie, a déclaré: «Dans certains de ces pays, il sera presque impossible de financer des domaines essentiels comme la santé ou l'éducation. Cela pourrait remettre en cause la stabilité de ces pays où le pétrole est le centre névralgique.»

Le principal impact de la chute des prix du pétrole sur les économies développées concerne les marchés financiers, en particulier aux États-Unis.

Les sociétés pétrolières et gazières ont profité des taux d'intérêt ultra-bas au cours de la dernière décennie pour emprunter de l'argent à outrance afin de permettre l'expansion de la production de pétrole de schiste en partant du principe que les prix ne chuteraient pas.

Maintenant, ils sont confrontés à une faillite pure et simple ou à un défaut de paiement sur leurs prêts, dont une proportion importante est notée en dessous de qualité fiable, ou de statut dit «de pacotille». Si ces défauts sont généralisés, cela pourrait déclencher une crise sur les marchés du crédit plus largement.

Mercredi, lors d'une réunion à la Maison-Blanche des principaux dirigeants de banques avec Trump, le PDG de Citigroup, Michael Corbat, a assuré que le système bancaire était solide.

«Ce n'est pas une crise financière. Les banques et le système financier sont en pleine forme

et nous sommes là pour vous aider», a-t-il déclaré.

Afin de maintenir la fiction selon laquelle son gouvernement est aux manettes, Trump, fâché, a balayé d'un revers de main une question d'un journaliste lors de la réunion sur le manque d'action pour arrêter la propagation du coronavirus, disant «c'est CNN, des fausses nouvelles».

Les troubles n'ont peut-être pas encore produit de crise financière, mais tous les indicateurs pointent dans ce sens dans des conditions où les titres de certaines sociétés ont perdu jusqu'à 40 et 50 pour cent.

La chute rapide indique que, en raison de la stimulation des cours des actions avec de l'argent bon marché au cours de la dernière décennie, il n'y a aucune base pour déterminer ce qui constitue une valeur réelle.

La chute pourrait encore s'accélérer. Comme l'a souligné Mark Haefele, directeur des investissements chez UBS Global Wealth Management: «L'un des risques dans des conditions de marché turbulentes est d'être contraint de vendre des actifs pour répondre aux besoins de liquidité.»

Un article paru dans le *Financial Times* plus tôt cette semaine a souligné la forte baisse des actions des grandes banques et a noté qu'elles n'étaient pas à l'abri des effets de la chute des prix du pétrole. Les défauts de paiement des obligations émises par les sociétés pétrolières et gazières devraient augmenter.

«Bien que les banques américaines ne courent pas de risque direct en raison de leur faible activité s'élevant à 2 pour cent dans le secteur de l'industrie pétrolière, selon Autonomous Research, le risque indirect aux régions et secteurs adjacents pourrait être important», a-t-il déclaré.

Autrement dit, il pourrait y avoir une situation analogue à celle de la crise financière de 2008.

À première vue, il semblait que la bulle des prêts hypothécaires à risque ne concernait pas directement les banques. Lorsque la crise se manifesta pour la première fois, le président de la Fed, Ben Bernanke, a déclaré qu'elle ne concernait que 50 milliards de dollars. Il a déclaré au Congrès en mai 2007 que «nous ne nous attendons pas à des retombées importantes sur le reste de l'économie ou sur le système financier».

Mais lorsque le système complexe d'arrangements financiers sous-tendant le marché hypothécaire a été démêlé, il est devenu clair que les banques étaient profondément impliquées.

On craint maintenant de plus en plus qu'une boucle de rétroaction s'installe dans laquelle les effets économiques du coronavirus et le développement de la récession dans le monde conduisent à davantage de chutes de marché, ce qui à son tour porterait un nouveau coup à l'économie réelle.

Goldman Sachs a déclaré qu'elle s'attend à de nouvelles baisses de marchés et que «tant l'économie réelle que l'économie financière montrent des signes graves de stress».

Seema Shah, stratège en chef chez Principal Global Investors, a déclaré au *Financial Times*

qu'une action coordonnée puissante était nécessaire pour garantir que «ce choc ne passe pas d'un revers de courte durée à un ralentissement prolongé et dévastateur».

Cependant, le problème auquel sont confrontés les gouvernements et les autorités financières du monde entier est que les leviers politiques qu'ils ont utilisés dans le passé n'ont aucun effet.

À la suite de l'annonce d'un plan de relance par le gouvernement australien du premier ministre libéral Scott Morrison, la bourse de Sydney a encore chuté pour se retrouver dans un marché baissier.

Mercredi, la réaction des marchés à la baisse de 0,5 pour cent des taux de la Banque d'Angleterre a été accueillie de la même manière. L'indice FTSE 100 de Londres a clôturé la journée en baisse de 1,4 pour cent.

Dans le communiqué annonçant la baisse de son taux de base à seulement 0,25 pour cent, la banque a indiqué qu'il y avait eu une «détérioration marquée» des perspectives de croissance au Royaume-Uni et que les indicateurs d'incertitude des marchés financiers avaient atteint des «niveaux extrêmes». Il a déclaré que l'activité économique devrait «s'affaiblir sensiblement» au cours des prochains mois.

Nick Beams

Article paru en anglais, WWSWS, le 12 mars 2020

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Nick Beams](http://wsws.org), wsws.org, 2020

Articles Par : [Nick Beams](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca